

2 Politique

Dialogue politique/Commission 1

Une nouvelle suspension des travaux

Martina ADA METOULE

Akanda/Gabon

Depuis jeudi, le groupe en charge des questions relatives à "la réforme des institutions et la consolidation de l'Etat démocratique" a de nouveau fait une pause. Cette fois, la majorité a sollicité deux jours pour réfléchir et apporter des réponses "appropriées" aux dernières propositions et contre-propositions de l'opposition. Les travaux devraient reprendre ce samedi.

LA commission 1 a suspendu ses travaux jeudi dernier. A la demande de la majorité, les membres du groupe chargé de traiter des réformes des institutions devront reprendre leurs discussions ce samedi. Et pour cause, la majorité a sollicité un temps d'arrêt pour mieux examiner les propositions de l'opposition relatives au Conseil d'Etat.

Avant cela, la commission 1 a tenu une réunion plénière avec comme points inscrits à l'ordre du jour, la rédaction de l'alinéa 1 de l'article 72, la récusation des juges constitutionnels. A ceux-là se sont ajoutés l'examen de l'article 10 et 116 et, la problématique du statut d'ancien président de la République, proposée par l'opposition. Sur ce dernier volet, les propositions de l'opposition suggèrent que le Gabon soit doté d'un statut d'ancien chef d'Etat. Pour sa part, la majorité a estimé que sur le plan pénal, ladite question est réglée



Photo : Bandoma

Le bureau du dialogue politique appelé à arbitrer pour aboutir au consensus.



Photo : Bandoma

La commission 1 devra en principe, reprendre les travaux ce samedi.



Photo : Bandoma

Quelques participants en pleine concertation.

au dernier alinéa de l'article 78 de la Constitution. Sauf que, selon la majorité toujours, sur le plan matériel, la loi avait été votée sans toutefois prospérer. Cela, du fait de plusieurs raisons. Néanmoins, l'opposition a été mise à contribution pour apporter, au besoin, des éléments de rajouts si nécessaire. Par ailleurs, selon certaines

indiscrétions, les travaux en commission semblent toutefois avancer même si on enregistre encore quelques points d'achoppement. Ces désaccords, semble-t-il, ont été portés à l'arbitrage du bureau du Dialogue politique inclusif et sans tabou. Entre autres points de blocage, la récusation des juges constitutionnels. En outre, la

majorité et l'opposition ont déjà trouvé un consensus sur un certain nombre de points. Notamment, la durée des mandats, le dépôt des pièces quatre jours après la requête pour ce qui est de l'élection présidentielle et sept jours après pour ce qui est des élections des parlementaires, etc. Mais, il reste que les deux camps ne se sont

pas encore accordés notamment sur la présidence du Conseil supérieur de la magistrature, le mode de désignation du président de la Cour constitutionnelle, etc. Au regard de cet état de chose, nombre d'observateurs s'interrogent sur le temps de prorogation de ces assises. D'aucuns estiment que, à ce stade des

discussions, les deux semaines supplémentaires accordées à la poursuite de ces travaux pourraient s'avérer insuffisantes pour, semble-t-il, trouver un consensus général à tout ce qui fait divergences pour l'instant. Reste à espérer que le nouveau calendrier arrêté sera respecté par les participants à ce Dialogue politique.

Crise post-électorale/Au sujet de la supposée médiation du président Alpha Condé

Jean Ping dit n'avoir pas été contacté sur le sujet

O. N. & C. O.

Libreville/Gabon

LE leader de la Coalition pour la nouvelle République (CNPR), Jean Ping, par ailleurs ancien principal candidat de l'opposition à la Présidentielle d'août 2016, a eu un échange avec les représentants des médias nationaux et internationaux hier. C'était au cours d'un petit déjeuner de presse qui a eu lieu à sa résidence des Charbonnages, un quartier de la capitale gabonaise. Occasion pour l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) de faire le tour de l'actualité aussi bien au niveau du Gabon qu'à l'extérieur. C'est dans ce cadre qu'il s'est prononcé sur la situation de l'Union nationale qui serait en train d'être fragilisée. « Depuis sa création jusqu'à nos jours, a-t-il



Photo : Chris Oyame

Monsieur Jean Ping débattant avec les journalistes.

noté, le pouvoir n'a cessé de donner des coups à l'UN. Mais à chaque fois, ce parti de l'opposition donne le sentiment que c'est un roseau qui plie et se relève. » Et d'ajouter que "l'Union nationale résistera", et qu'il a confiance. Selon M. Ping, ces tentatives de déstabilisation de la part du pouvoir n'épargnent personne. « Nous sommes aux côtés de l'UN, autant que nous sommes

aux côtés de tous ceux qui risquent de subir le même sort », a dit l'ancien chef de la diplomatie de feu Omar Bongo Ondimba. Réagissant à la volonté du parti "Les Démocrates" présidé par Guy Nzouba Ndama, un de ses alliés, d'aller aux élections législatives, le natif d'Omboue dans l'Ogooué-Maritime a dit n'y trouver aucun inconvénient. « Les Gabonais, a-t-il affirmé, ont seulement



Photo : Chris Oyame

Les hommes et femmes des médias autour de Jean Ping.

dit qu'ils ne veulent pas des élections organisées par Ali Bongo Ondimba. » L'autre sujet évoqué : la crise post-électorale. Occasion pour lui de se prononcer sur les assises d'Angondjé. « Que faire d'un Dialogue auquel ceux qui constituent le problème ne sont pas évoqués ? », s'est interrogé, sans surprise, l'hôte des journalistes. Qui a d'ailleurs enchaîné avec la "supposée" médiation du

président guinéen Alpha Condé, actuel président en exercice de l'UA, entre lui et le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. "En tout cas je suis disponible", a déclaré Jean Ping. Non sans rappeler qu'il n'a pas été contacté pour une telle éventualité. Tout comme il a souligné qu'au sein de l'Union africaine, il y a un Conseil de paix et de sécurité "qui selon les textes, doit se préoccuper de ce genre de

situations qui se passent dans un pays membre"... Le néo-militant du Parti gabonais du progrès (PGP) n'a pas manqué de fustiger la gouvernance actuelle. Laquelle, selon lui, est à l'origine des difficultés économiques et financières que connaît le Gabon en ce moment. "Les gouvernants actuels ne pourront rien faire tant qu'ils auront pour objectif de piller le pays", a-t-il ajouté. L'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron n'a pas été en reste. Jean Ping reconnaît que le nouveau président français défendra les intérêts de la France. Voilà pourquoi, soulignera-t-il, il n'acceptera pas que les entreprises françaises ne soient pas payées, comme c'est le cas aujourd'hui. « Je crois que le président Macron annonce clairement qu'il va tout changer (...) », a dit l'orateur. Et d'ajouter : « Je suis convaincu qu'il va secouer le cocotier. »